

PERSPECTIVE

Le secteur des arts, des spectacles et des loisirs : un acteur économique peu connu

Pourquoi s'intéresser à ce secteur de l'économie qui compte pour moins de 1 % du produit intérieur brut (PIB) réel québécois? Notamment parce qu'il a une croissance du nombre de salariés plus rapide que celle du Québec et parce que ses activités sont présentes dans toutes les municipalités de la province, ou presque. Pour le moment, les paramètres économiques conjoncturels jouent en faveur de ces activités. En revanche, certains facteurs structurels comme le vieillissement de la population et de la main-d'œuvre, les préférences des consommateurs et les changements climatiques attendus pourraient changer la donne. On ne peut travailler sur la base des décennies précédentes. De plus, la compétition pour accaparer la portion du budget des ménages qui est consacrée aux arts, aux spectacles et aux loisirs est vive et les exigences de la clientèle sont élevées. Il y a là de beaux défis à relever.

Peu connu, mais pourtant très répandu

Statistique Canada définit comme suit les arts, spectacles et loisirs : « Ce secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à exploiter des installations ou à fournir des services répondant aux intérêts de leurs clients en matière de culture, de divertissement et de loisirs. »

En se basant sur cette définition, on réalise qu'une caractéristique commune unit ces secteurs : ils sont liés directement aux choix que font les consommateurs. À l'inverse du transport, nécessaire pour gagner sa vie ou se déplacer, ou des industries de la santé et de l'alimentation, qui sont essentielles au maintien de la vie, ces industries se trouvent dans la portion discrétionnaire du budget de temps et d'argent des ménages. C'est à l'intérieur de ce budget que se fait l'arbitrage des activités « autres », une fois que les obligations (logement, alimentation, transport, impôts, etc.) ont été remplies. Divertissement ou loisir pour certains, ces activités passent parfois au rang d'habitude ou de passion. Dans certains cas, elles peuvent même faire partie de la signature d'une ville ou d'une municipalité. À ce titre, on n'a qu'à penser à des institutions muséales, à des festivals ou à des équipes de sport.

Ce grand groupe économique compte habituellement trois catégories : la première est celle des arts d'interprétation (ex. : théâtre, danse, etc.), des sports-spectacles et des activités connexes (encadré à la page 2), la deuxième comprend les établissements du patrimoine (ex. : musées, lieux historiques,

jardins zoologiques, etc.) et la troisième correspond aux divertissements, loisirs, jeux de hasard et loteries (ex. : parcs d'attraction, casinos, terrains de golf, centres de ski, centres de conditionnement physique, etc.).

Enfin, on peut parler d'un secteur très diversifié qui a des ramifications dans les domaines de la culture, du loisir et du tourisme, pour ne nommer que ceux-là. Ces activités sont liées à l'intérêt qu'elles suscitent dans la population locale, mais, pour un certain nombre d'entre elles, leur succès repose également sur la demande touristique (qu'elle soit régionale, nationale ou internationale).

Toutefois, il n'inclut pas l'entièreté de la culture qui est majoritairement comprise dans le grand secteur « Industrie de l'information et industrie culturelle ». Les arts, spectacles et loisirs ne comprennent donc pas les cinémas, les spectacles d'humour, les bibliothèques, les archives, les éditeurs de livres, de journaux et de revues, les restaurants et les boîtes de nuit qui présentent des spectacles sur scène en plus de servir des repas et des boissons. Il ne couvre pas non plus l'ensemble de l'activité touristique qui se retrouve également dans l'hébergement et la restauration, ainsi que dans le transport et le commerce de détail.

Quelle est la place occupée dans l'économie?

En 2018, le PIB réel du secteur des arts, spectacles et loisirs était évalué aux environs de 3,2 G\$. Sa part dans l'économie québécoise était estimée à 0,88 %, alors qu'elle était à plutôt

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Joëlle Noreau, économiste principale

Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie



ENCADRÉ

Arts, spectacles et loisirs

- Arts d'interprétation, sports-spectacles et activités connexes
 - Compagnies d'arts d'interprétation
 - √ Compagnies de théâtre et cafés-théâtres
 - √ Compagnies de comédies musicales et d'opéra
 - √ Compagnies de danse, formations musicales et musiciens
 - Sports-spectacles
 - √ Sports-spectacles, hippodromes, athlètes indépendants s'exécutant devant un public payant, équipe et clubs de sportifs jouant devant un public payant
 - Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires
 - √ Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires avec installations, exploitants de stade et autres diffuseurs avec installations, festivals sans installation
 - Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques
 - √ Agents et représentants d'artistes, d'athlètes, de professionnels de la scène, agents et gérants en sports
 - Artistes, auteurs et interprètes indépendants
 - √ Artistes, auteurs et interprètes indépendants, artistes visuels, artisans indépendants, acteurs, comédiens et interprètes indépendants, écrivains et auteurs indépendants
- Établissements du patrimoine
 - Établissements du patrimoine
 - √ Musées, lieux historiques et d'intérêt patrimonial, jardins zoologiques et botaniques, parcs naturels et autres institutions similaires
- ▶ Diverstissements, loisirs, jeux de hasard et loteries
 - Parcs d'attractions et salles de jeux électroniques
 - √ Parcs d'attractions et jardins thématiques, salles de jeux électroniques.
 - Jeux de hasard et loteries
 - √ Casinos (sauf hôtels-casinos), autres jeux de hasard et de loteries
 - Autres services de divertissement et de loisirs
 - √ Terrains de golf et country clubs, centres de ski, marinas, centres de sports récréatifs et de conditionnement physique, salles de quilles, autres services de divertissement et de loisirs, équipes, ligues et clubs sportifs jouant devant un public non payant,

 otc.

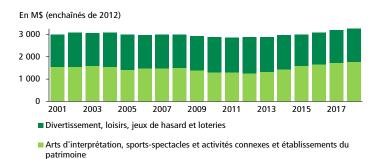
Source : Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), 2017



1,08 % en 2001. Si le niveau a augmenté depuis 2014, la part, elle, s'est stabilisée autour de 0,87 %-0,88 % depuis 2011. Il faut voir que, durant cette période, des secteurs colossaux comme l'immobilier, le transport et la santé ont connu une expansion rapide, laissant graduellement moins de place pour les autres.

L'analyse du PIB est partagée en seulement deux grands pans et non pas trois, comme on l'a vu initialement. Statistique Canada a regroupé les activités des établissements du patrimoine avec celles des arts d'interprétation, les sports-spectacles et les activités connexes (graphique 1). Le second groupe est celui regroupant divertissement, loisirs, jeux de hasard et loteries. L'importance relative de chacun est assez semblable. Cependant, depuis 2015, c'est la première catégorie qui compte le niveau de PIB le plus élevé. La valeur était estimée à 1,76 G\$ en 2018, alors qu'elle était de 1,50 G\$ pour la deuxième.

GRAPHIQUE 1Arts, spectacles et loisirs : il y a une remontée du PIB réel depuis 2014 au Québec



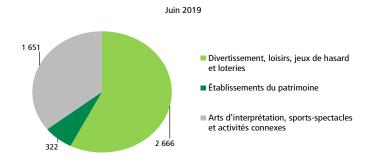
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le secteur des arts, spectacles et loisirs comptait 4 639 établissements en juin 2019, selon le registre des entreprises de Statistique Canada. Ces inscriptions représentaient 1,7 % de tous les établissements au Québec ayant au moins un employé. C'est davantage que le poids du grand secteur dans le PIB québécois qui était inférieur à 1,0 % ces dernières années. C'est le sous-groupe divertissements, loisirs, jeux de hasard et loteries qui en comptait le plus grand nombre, soit 2 666. Il était suivi par la catégorie des arts d'interprétation, sport-spectacles et activités connexes (1 651) et par les établissements du patrimoine (322) (graphique 2).

Sans surprise, on note une forte proportion d'établissements de petite taille : 45,8 % comptaient moins de 5 employés. Toutefois, cette part était de 53,2 % pour tous les établissements de la province. Quant aux établissements de moins de 20 employés, ces pourcentages étaient respectivement de 80,9 % et de 85,7 %. On remarque que le secteur comptait de grandes entreprises. À titre d'exemple, dans la catégorie de 500 employés et plus, Statistique Canada dénombrait 24 établissements, soit une importance relative de 0,52 % de l'ensemble du

GRAPHIQUE 2

Québec : c'est le secteur du divertissement, des loisirs, des jeux de hasard et loteries qui compte le plus d'établissements



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

grand groupe arts, spectacles et loisirs. En comparaison, pour l'ensemble des établissements du Québec, celle-ci était deux fois plus petite (0,25 %).

Lorsqu'on s'intéresse de plus près aux établissements de 500 employés et plus, on constate que le secteur des arts, sports et loisirs comptait 3,5 % des établissements de cette taille au Québec en juin 2019. C'est beaucoup en regard de la part occupée dans le PIB réel. La répartition était la suivante : 5 dans les arts d'interprétation, sports-spectacles et activités connexes, 6 dans les établissements du patrimoine et 13 dans le divertissement, les loisirs, les jeux de hasard et loteries. Pour la dernière catégorie, on peut penser qu'il s'agit pour beaucoup des activités de Loto-Québec. On se doute que l'organisme a un certain poids puisqu'il compte un siège social, des bureaux en province et quatre casinos. Toutefois, les casinos de Charlevoix et du Lac-Leamy comptent moins de 500 employés. Cela donne à penser qu'il y a aussi des établissements de grande taille dans le divertissement et les loisirs.

Si le regard porte uniquement sur la part occupée dans le PIB réel du Québec, le secteur se présente sous des dehors modestes. Cependant, en y regardant de plus près, on constate qu'il compte de grandes entreprises et des employeurs importants.

Les travailleurs

Il est difficile de dresser un portait juste du nombre de personnes qui tirent un revenu du secteur des arts, spectacles et loisirs. Les données de l'Enquête sur la population active (EPA) n'estiment pas le nombre d'emplois selon cette catégorisation. On peut toutefois connaître le nombre de salariés selon l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH). En 2001, on comptait 45 379 salariés dans l'ensemble du secteur. Ce nombre est passé à environ 65 000 en 2019¹, représentant 1,72 % de l'ensemble des salariés au Québec.

¹ Les données de 2019 ne sont disponibles que pour les 11 premiers mois de l'année 2019.



La croissance du nombre de salariés des arts, spectacles et loisirs a été d'un peu plus de 43,0 % entre 2001 et 2019. En comparaison, la hausse de l'emploi salarié au Québec, qui a été vigoureuse, s'est chiffrée à 21,8 % durant la même période. C'est donc dire que l'essor du nombre de salariés a pratiquement été deux fois plus rapide dans le secteur des arts, spectacles et loisirs que pour l'ensemble des salariés québécois. Est-ce que la situation a été la même entre 2010 et 2019? Oui, mais l'écart entre la moyenne du Québec (+11,2 %) et celle des arts, spectacles et loisirs (+16,7 %) était moins prononcé.

Cette lecture du marché du travail est intéressante, mais elle demeure imparfaite. Bien gu'elle soit fort utile, l'EERH ne prend pas en compte les travailleurs indépendants. Dans l'ensemble du Québec, le pourcentage de travailleurs autonomes était évalué à 13,3 % en 2018² par Statistique Canada. Des travaux réalisés par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, publiés en décembre 2018, permettent de donner quelques points de repère sur la part de ceux qui travaillent à leur propre compte, notamment dans les professions liées à la culture. On y dit notamment que « les professions culturelles se distinguent par un taux de travailleurs autonomes (30 %) qui est plus élevé que celui de l'ensemble de la population active expérimentée (12 %). Ce taux n'a pas vraiment changé entre 2006 et 2016, passant de 29,7 % à 30,4 %. Les groupes de professions qui comprennent la plus forte proportion de travailleurs autonomes sont les professionnels des arts plastiques et des arts de la scène (53 %) et les annonceurs et autres artistes du spectacle (37 %) ».

Il ne serait pas réaliste de présumer que plus de 30 % des travailleurs des arts, spectacles et loisirs sont à leur propre compte. On n'a qu'à penser aux gens qui sont employés à l'année dans les musées, chez Loto-Québec et chez les promoteurs d'événements sportifs et artistiques pour voir que cette hypothèse peut difficilement tenir la route. Avec un scénario à 30 %, on compterait alors environ 93 000 emplois. Toutefois, fixer cette part à 12 % ou 13 % ne serait sans doute pas représentatif non plus, ce qui amènerait le nombre d'emplois aux alentours de 75 000. En supposant qu'un taux de 20 % soit appliqué, on compterait un peu plus de 81 000 emplois et s'il était de 25 %, un peu moins de 87 000. On peut ainsi présumer que le nombre d'emplois total pourrait osciller entre 80 000 et 90 000 en 2019.

Un bémol

À l'heure où la technologie semble être la source de croissance par excellence, on voit une hausse de l'emploi assez remarquable dans des secteurs qui sont moins mis en évidence comme celui des arts, spectacles et loisirs. On pourrait alléguer qu'une part non négligeable de ces postes sont saisonniers ou à temps partiel (clubs de golf, stations de ski, glissades d'eau, etc.). Cela est vrai, mais tous ne le sont pas. Dans le milieu des arts de la scène et du spectacle, de même que dans les entreprises de loisirs, il y a des personnes engagées à temps plein et à l'année pour faire la promotion, veiller sur les finances, s'occuper des relations publiques, travailler à la programmation, voir aux aspects techniques et matériels, etc. Toutefois, là comme ailleurs, le recrutement est difficile en raison de la rareté de la main-d'œuvre. Les offres d'emplois ne manquent pas sur les marchés du travail québécois et canadien.

Comment expliquer qu'autant de personnes sont au travail? Il faut des gens pour créer les activités proposées, il en faut pour accueillir et animer ceux qui ont choisi de pratiquer des activités ou de fréquenter les lieux où elles s'exercent et, d'autres, pour entretenir ces mêmes lieux. Les statistiques qui suivent permettent de faire image et donnent un aperçu du dynamisme de ces milieux.

Selon l'Institut de la statistique du Québec, l'assistance totale aux spectacles de théâtre au Québec en 2018 était de 1,57 million. Celle des spectacles de danse était de 291 000 et, pour les concerts de musique (classique, opéra, actuelle, contemporaine, etc.), d'un peu plus de 1 million. Si l'on prend en compte tous les types de musées au Québec (art, sciences, lieux d'interprétation, etc.), il y a eu 15,52 millions d'entrées enregistrées en 2018 (tableau 1).

TABLEAU 1

Statistiques de fréquentation au Québec - 2018

EN NOMBRE		
EN NOMBRE		
Théâtre	1 567 521	
Danse	291 449	
Musique	1 042 431	
Institutions muséales (entrées)	15 518 034	

Sources : Institut de la Statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

En 2019, selon Golf Québec, la fédération de golf du Québec, le Québec comptait environ 350 terrains de golf, soit 1 pour 24 243 habitants. Le nombre de golfeurs serait autour d'un million. Les stations de ski alpin se chiffraient à 73, soit 1 pour 116 233 habitants selon l'Association des stations de ski du Québec. On évalue à 1,4 million le nombre de Québécois et de touristes qui pratiquaient ce sport au cours des dernières années. Ces lieux sont fréquentés de façon saisonnière, certes, mais ils ont besoin de personnel pour offrir et maintenir une qualité de service qui leur permettra de garder, voire, d'augmenter leur clientèle. Le choix d'activités est grand et la compétition est vive. Il faut se qualifier chaque fois auprès des usagers, faire en sorte que l'expérience suscite un retour et, dans une ère de réseaux sociaux, générer une recommandation!

ASSISTANCE TOTALE

² Lahouaria YSSAAD et Vincent FERRAO, <u>Regard sur les statistiques du travail - Les Canadiens qui travaillent à leur propre compte : qui sont-ils et pourquoi le font-ils?</u>, Statistique Canada, 28 mai 2019, 11 p.



Les conditions dans lesquelles évolue le secteur

On l'a évoqué un peu plus tôt, le secteur des arts, spectacles et loisirs a des ramifications dans ceux de la culture et du tourisme. Sa vitalité repose sur une clientèle locale, principalement, et internationale, à certains égards. Il est intéressant de regarder quelles sont les sommes consacrées aux loisirs par les Québécois. Pour ce faire, on a recours à l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada. En 2017, année où les données les plus récentes sont disponibles, les ménages québécois cumulaient des dépenses totales de 73 357 \$ (tableau 2).

TABLEAU 2
Dépenses moyennes par ménage au Québec

EN \$	2014	2015	2016	2017
Dépenses totales	69 209	68 431	70 853	73 357
Consommation courante totale	50 657	50 193	52 447	53 969
Loisirs (incluent l'achat de matériel)	3 262	3 364	3 439	3 569

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

En soustrayant les paiements pour les impôts, les assurances individuelles, les cotisations à des régimes de pension de retraite, les cadeaux en argent, les pensions alimentaires et les dons de bienfaisance, le niveau de dépenses totales pour la consommation courante se chiffrait à 53 969 \$. On a estimé à 3 569 \$ la dépense moyenne par ménage consacrée aux loisirs. Ce montant prend également en compte les achats de véhicules récréatifs, les abonnements à des services de télévision et de radio par satellite, les camps d'été, bref, un grand nombre d'items. Cela représente 6,6 % de la consommation courante totale. À titre de comparaison, en 2017, les dépenses alimentaires accaparaient 14,4 % des dépenses de la consommation courante et le logement avait la part du lion, avec 27,0 %.

Toutefois, en creusant davantage, on peut avoir une idée plus détaillée des sommes consacrées annuellement à différentes activités. En ce qui a trait aux événements sportifs et aux spectacles en salle, la moyenne des dernières années se situe autour de 94 \$ par ménage. Les frais engagés pour les musées, les zoos et les autres sites sont approximativement de 75 \$ et ceux engagés pour les billets de loteries, d'environ 137 \$. Les cotisations et droits d'entrée à des établissements sportifs et récréatifs sont estimés à 282 \$.

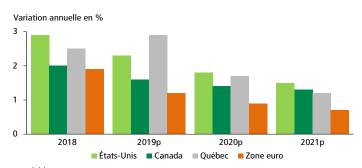
Les paramètres qui peuvent avoir une influence sur le secteur

Quels sont les paramètres qui peuvent avoir une influence sur le secteur et comment évolueront-ils? On peut penser dans un premier temps à la bonne ou la mauvaise marche de l'économie. Ainsi, si l'on regarde l'évolution du PIB réel, qui est, en quelque sorte, un bon appui pour l'emploi et pour les dépenses de consommation, on constate que celui-ci sera à la hausse dans

les années à venir (graphique 3). Toutefois, tant aux États-Unis, au Canada qu'au Québec, la cadence de l'économie en 2020 et en 2021 sera un peu moins vigoureuse que par les années précédentes. Il faut s'attendre à l'ajout de nouveaux emplois, mais les niveaux de création seront plus modestes qu'au cours des dernières années.

GRAPHIQUE 3

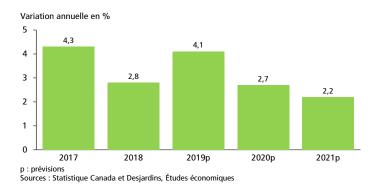
La croissance économique sera moins rapide en 2020 et en 2021 en comparaison de celle de 2019



p : prévisions Sources : Datastream, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Un autre facteur qui pourrait jouer un rôle est la tendance du revenu personnel disponible. Il s'agit de ce qu'il reste une fois les impôts et les contributions obligatoires retranchés. Ainsi, on a constaté une appréciation notable ces dernières années, ce qui est intéressant, dans la mesure où cette nouvelle marge de manœuvre servirait à augmenter les dépenses dans le secteur des arts, spectacles et loisirs. Les pronostics sont positifs pour les prochaines années, quoique les augmentations seront plus modestes (graphique 4).

GRAPHIQUE 4Québec : le revenu personnel disponible réel sera à la hausse, mais moins rapidement



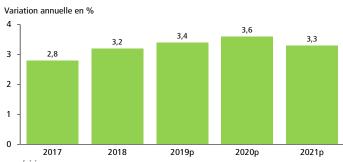
Dans le même ordre d'idées, on peut s'intéresser à la rémunération hebdomadaire moyenne. On a noté une augmentation rapide ces dernières années, notamment en raison de la rareté de main-d'œuvre, qui pousse à une



surenchère des salaires. Les perspectives demeurent relativement élevées pour 2020 et 2021 en regard des années précédentes (graphique 5). Cela pourrait être à l'avantage du secteur dans la mesure où les gains sont dirigés vers ses établissements. Toutefois, la rareté de main-d'œuvre qui vient d'être évoquée touche également les entreprises des arts, spectacles et loisirs. Elle amène des coûts plus élevés de recrutement, une appréciation des salaires, une difficulté supplémentaire à respecter les standards de qualité auxquels s'attend la clientèle. S'il n'en tient qu'à la démographie, la situation n'est pas sur le point de se résorber.

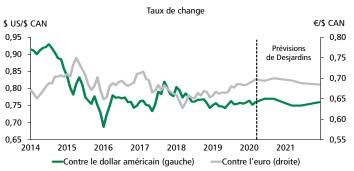
On a noté précédemment qu'une partie de la clientèle du secteur des arts, spectacles et loisirs venait du tourisme. Il est donc important de s'intéresser à l'évolution du dollar canadien. À la lumière de l'information disponible à ce jour, on peut s'attendre à ce que la tendance se maintienne pour ce dernier face à la devise américaine et à l'euro au cours des deux prochaines années (graphique 6). Ainsi, il est coûteux pour les Canadiens et les Québécois de voyager aux États-Unis et en zone euro, mais le Canada demeure très abordable pour les Américains et les Européens. L'achalandage pourrait être important cette année, notamment du côté américain.

GRAPHIQUE 5 Québec : la rémunération hebdomadaire continuera de croître



p : prévisions Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 6Dollar canadien : on ne devrait pas trop s'éloigner de la tendance des dernières années



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

Parmi les autres facteurs qui peuvent avoir un effet sur le secteur, il y a le vieillissement démographique, qui influence grandement les choix des consommateurs et le type d'activités qui seront privilégiées. L'industrie du golf est confrontée à cette réalité, de même que celle du ski. On doit s'ouvrir à de nouvelles clientèles, assouplir les forfaits, proposer plusieurs options, travailler en collaboration avec d'autres opérateurs dans le même secteur d'activité ou dans des domaines complémentaires. Il devient difficile de rentabiliser toutes les installations en place : le secteur du golf ayant fait état de ses difficultés publiquement ces dernières années.

En plus de ces défis, les activités associées aux saisons devront composer avec les changements climatiques. C'est le cas du ski alpin, notamment. Une <u>étude</u> réalisée par le groupe Ouranos et publiée en janvier 2019 présentait le cas de quelques stations en Estrie. On y faisait le constat que l'industrie était déjà confrontée à des variations saisonnières importantes. Toutefois, les changements climatiques pourraient les amplifier. On conclut qu'une adaptation serait nécessaire si les stations voulaient demeurer en affaires. Des investissements majeurs, notamment en systèmes de fabrication de neige, et une meilleure connaissance de ces équipements et de leur évolution seraient utiles pour « maintenir la qualité du couvert neigeux et l'expérience client ». Cela pourrait signifier des débours importants.

Entre le conjoncturel et le structurel

Le grand secteur des arts, spectacles et loisirs est de ceux qui gagnent à être connus. On peut a priori penser que sa part dans le PIB suffit à le positionner par rapport au reste de l'économie. Toutefois, l'analyse d'autres paramètres, comme la taille de certaines de ses entreprises et le dynamisme du marché du travail, amène un nouveau regard. Pour le moment, les facteurs conjoncturels semblent favorables à sa vitalité. Cette hypothèse tient la route dans la mesure où les ménages continuent de privilégier ce secteur et même d'y accorder plus d'importance grâce aux gains qu'ils peuvent faire aux chapitres de l'emploi, du revenu personnel disponible et de la rémunération.

Toutefois, les facteurs structurels comme le vieillissement de la population et de la main-d'œuvre, les préférences des consommateurs et les changements climatiques attendus pourraient changer la donne. Il est possible de voir ce qui s'en vient, ces paramètres évoluant moins rapidement que la conjoncture. On ne peut travailler sur la base des décennies précédentes. De plus, la compétition pour accaparer la portion du budget des ménages qui est consacrée aux arts, aux spectacles et aux loisirs est vive. Les exigences de la clientèle sont élevées. Il y a là de beaux défis à relever.

Joëlle Noreau, économiste principale